

APPEL D'OFFRE OUVERT

HMN250005FRN

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

OBJET DE LA CONSULTATION :

LOCATION-MAINTENANCE DE DEUX SEQUENCEURS HAUT DEBIT COMPRENANT LA FOURNITURE, LIVRAISON, INSTALLATION, MISE EN SERVICE ET FORMATION DU PERSONNEL ET REACTIFS ASSOCIES, AVEC OPTION DE RACHAT, DESTINE A EQUIPER LA PLATEFORME GENOMIQUE SUR LE SITE HENRI MONDOR DES HOPITAUX UNIVERSITAIRES HENRI-MONDOR, ETABLISSEMENT DE L'ASSISTANCE PUBLIQUE – HOPITAUX DE PARIS.

- PROCEDURE -

Consultation publiée au Bulletin Officiel des Annonces des Marchés Publics en application de l'article R.2124-2 1° du Code de la Commande Publique.

www.marches-publics.gouv.fr

Date et heure limite de réception des candidatures et des offres : le 14/11/2025 à 12h00

Date limite des questions des candidats : le 04/11/2025 à 12h00

Date limite de visite : le 31/10/2025 à 12h00

SECTION I - IDENTIFICATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR

Les Hôpitaux Universitaires Henri Mondor sont un groupement d'établissements publics de santé dépendant de l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris, soumis au respect du Code de la Commande Publique.

Nom ou raison sociale du pouvoir adjudicateur :

Les Hôpitaux Universitaires Henri Mondor
Assistance Publique-Hôpitaux de Paris (AP-HP)

Représentant du pouvoir adjudicateur :

Monsieur Nicolas REVEL, Directeur Général de l'AP- HP,
et par délégation Madame Edith BENMANSOUR, Directrice des Hôpitaux Universitaires Henri Mondor

Adresse :

1 rue Gustave Eiffel

Code postal : 94010 CEDEX

Ville : CRETEIL

Pays France

Courriels :

ilana.dahan@aphp.fr

karine.dumontier@aphp.fr

andrianary.andriamanantsoa@aphp.fr

SECTION II – OBJET DU MARCHÉ

1. Objet du marché

Le présent marché a pour objet la location-maintenance de deux séquenceurs haut débit comprenant la fourniture, livraison, installation, mise en service et formation du personnel et réactifs associés, avec option de rachat, destiné à équiper la plateforme génomique sur le site Henri Mondor des Hôpitaux Universitaires Henri-Mondor, établissement de l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris

2. Quantités (fournitures et services)

Le Titulaire assure les prestations suivantes :

Le développement de la plateforme de biologie-pathologie du GHU Henri-Mondor s'appuie, en partie, sur un accroissement de son activité de séquençage qui représente environ 25% de l'activité globale du DMU de biologie-pathologie. En 2024, cette activité a poursuivi son développement avec une croissance de +67% à fin septembre 2024, principalement portée par la demande d'établissements hors AP-HP qui représente désormais 48% de cette activité contre 44% en 2023. Cette activité repose en partie sur le recours à un équipement, le NovaSeq6000, acquis en 2021, qui constitue désormais une limite pour développer l'activité :

- Le taux d'occupation du NovaSeq6000 est estimé à 90% ce qui ne permet pas de prévoir un surcroît d'activité sur cette machine alors que la demande est croissante.

- Cet équipement est également touché par des pannes depuis quelques mois avec le changement successifs à deux reprises du laser ayant souligné une fragilité importante de l'organisation car la puissance de ces systèmes ne permet par un relais sur les séquenceurs de moins haut débit se traduisant par un non-respect des délais alors même que cela constitue un point fort de l'attractivité du DMU.

- Cela montre également que la machine actuelle est probablement sur-sollicitée provoquant des pannes plus fréquentes.

Pour faire face à ces situations et développer l'activité, le DMU biologie pathologie souhaite acquérir deux nouveaux séquenceurs haut débit en remplacement de l'actuel NovaSeq6000.

3. Forme du marché

Le marché est passé sous la forme d'un accord cadre mono-attributaire fractionné à bons de commande en application des articles R.2162-2, R.2162-4, R.2162-13 et R.2162-14 du Code de la Commande Publique.

Le marché comportera un montant minimum et un montant maximum en valeur. Le Pouvoir Adjudicateur est engagé sur le montant minimum et le Titulaire sur le montant maximum.

Le montant minimal correspond la location-maintenance avec les réactifs associés de deux séquenceurs sur 4 ans et le montant maximum correspond à la location-maintenance avec les réactifs associés de deux séquenceurs avec les prestations supplémentaires éventuelles sur 4 ans

4. Durée du marché

4 ans à compter de la notification du marché.

5. Date prévisionnelle de début des prestations

Avril 2026

6. Lieu d'exécution ou de livraison

Val de Marne (FR 10)

7. Présentation de l'offre/Démonstration du matériel

Dans le cadre de cette consultation et après remise des offres, une présentation accompagnée d'une démonstration du matériel, de deux heures maximums, devra être faite, dans les 15 jours suivant l'ouverture des plis.

L'absence de la présentation/démonstration entraînera le rejet de l'offre.

La date sera à fixer en commun accord avec l'ingénieur biomédical par courriel (Madame Justine ROUILLARD : justine.rouillard@aphp.fr).

A l'issue de la présentation/démonstration, les opérateurs économiques feront signer à la personne en charge de celle-ci l'attestation de réalisation.

8. Régularisation des offres irrégulières

Conformément à l'article R.2152-2 du Code de la Commande Publique, le Pouvoir Adjudicateur ou son représentant se réserve le droit de demander aux soumissionnaires de régulariser leurs offres.

Dans ce cadre, les soumissionnaires devront apporter les éléments nécessaires à la régularisation, dans un délai approprié fixé par l'hôpital, sans que cela ait pour effet de modifier les caractéristiques substantielles de leur offre.

Les offres anormalement basses ne pourront être régularisées.

SECTION III – CARACTERISTIQUES PRINCIPALES DE LA CONSULTATION

1. Type de procédure

Appel d'offre ouvert

2. Numéro de référence attribué au marché par la personne publique :

HMN250005FRN

3. Allotissement

Prestations divisées en lots :

☒ non ☐ oui

4. Prestations Supplémentaires Eventuelles obligatoires

☐ non ☒ oui

5. Prestations Supplémentaires Eventuelles facultatives

☒ non . ☐ oui

6. Prestations Supplémentaires Eventuelles Libres

☒ non . ☐ oui

7. Variantes

☒ non . ☐ oui

8. Modalités de modification du marché en cours d'exécution

Le Pouvoir Adjudicateur se réserve le droit de recourir à des clauses de réexamen incluses au CCAP de la présente consultation, en application des articles R.2194-1 à R.2194-4 du Code de la Commande Publique notamment pour des prestations ou fournitures complémentaires dont la nécessité apparaîtrait en cours d'exécution du marché ainsi que pour la modification de la clause de variation des prix en cas de survenance d'événements susceptibles d'altérer l'équilibre financier du marché.

9. Délai minimum de validité des offres

180 jours à compter de la date limite de réception des offres.

10. Date et heure limite de réception des candidatures et des offres

14/11/2025 à 12h00.

11. Modification du dossier de consultation

Les opérateurs économiques ne sont pas autorisés à apporter des modifications aux spécifications techniques obligatoires du CCTP, dans le cadre de l'offre proposée en solution de base. Ils doivent respecter l'intégralité des prescriptions.

Le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter, 15 jours au plus tard avant la date limite fixée pour la remise des offres, des modifications de détail au dossier de consultation. Ces modifications n'altéreront pas les éléments substantiels du marché

Ce délai de 15 jours commence à courir à partir de la date à laquelle les candidats recevront lesdites modifications.

Le représentant du pouvoir adjudicateur informera alors tous les candidats dans des conditions respectueuses du principe d'égalité. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié. Lors de l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres devra être reportée par le représentant du pouvoir adjudicateur.

SECTION IV – CONDITIONS DE PARTICIPATION

1) Candidatures

Conformément aux dispositions de l'article R.2143-13, du Code de la commande publique les opérateurs économiques ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements que le pouvoir adjudicateur peut obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans le pli de l'opérateur économique toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès à ceux-ci soit gratuit.

Le candidat produit à l'appui de sa candidature le n° de référence attribuée par la personne publique : HMN250005FRN

Chaque candidat doit choisir de présenter sa candidature selon le dispositif « DUME » ou le dispositif « classique »

⇒ Réponse selon le dispositif DUME :

- Le candidat peut présenter sa candidature sous la forme d'un document unique de marché européen (DUME), en lieu et place des documents mentionnés à l'article R.2143-4 du Code de la commande publique.

Téléchargeable aux adresses suivantes :

<https://www.economie.gouv.fr/daj/dume-esp> ou <https://dume.chorus-pro.gouv.fr>

Les candidats peuvent présenter leur candidature sous la forme du DUME en cochant uniquement dans la partie IV « indication global pour tous les critères de sélection » sans fournir d'information particulière.

Ce dernier devra être rédigé en français.

Des renseignements complémentaires au sujet du DUME électronique sont disponibles à <https://communauté.chorus-pro.gouv.fr/>

⇒ Réponse selon le dispositif classique

a) Situation propre des opérateurs économiques, y compris exigences relatives à l'inscription au registre du commerce ou de la profession

Chaque candidat aura à produire les pièces suivantes :

- ⇒ Le formulaire **DC1** daté et signé électroniquement OU une déclaration sur l'honneur datée et signée électroniquement pour justifier qu'il n'entre dans aucun des cas auxquels renvoie aux articles L.2141-2, articles L.2141-5 et L.2141-7 à L.2141-11 du Code de la Commande Publique
- ⇒ Le formulaire **DC2** déclaration du candidat et en annexe un justificatif prouvant l'habilitation à engager l'opérateur économique ;
- ⇒ Si l'opérateur économique est en redressement judiciaire, la copie du ou des jugements prononcés à cet effet ;
- ⇒ Les attestations de régularité sociale attestant de la situation concernant leurs obligations déclaratives et de paiement en matière de cotisations et contributions sociales auprès de l'Urssaf, et les attestations de régularité fiscale justifiant la situation des impôts et taxes dus au Trésor public.

- ⇒ Un extrait K-Bis de moins de 3 mois ou toute pièce justificative équivalente, (*accompagné le cas échéant d'un pouvoir ou d'une délégation au nom du signataire*) ;
- ⇒ Pour les opérateurs économiques établis dans un Etat autre que la France, en vertu de l'article R.2143-9, il sera demandé de produire des documents listés à l'article R.2143-10. Ces documents seront accompagnés d'une traduction française certifiée conforme à l'original par un traducteur français ;
- ⇒ Les entreprises nouvellement créées peuvent produire une copie certifiée du récépissé de dépôt de statuts transmis par le centre de formalités des entreprises.
- ⇒ L'imprimé DC4 daté et signé électroniquement en cas de sous-traitance, ou en cas de candidature sous forme de DUME :

Si le candidat s'appuie sur un ou des sous-traitants ou d'autres opérateurs pour faire acte de candidature, il renseigne la partie II-C du DUME et fournit pour chacun de ses sous-traitant, un formulaire DUME distinct signé par le sous-traitant.

b) Capacité économique et financière

Chaque opérateur économique, qu'il se présente seul ou dans le cadre d'un groupement, devra fournir :

- ⇒ Une déclaration concernant le chiffre d'affaires global réalisé au cours des trois derniers exercices disponibles.

Niveaux de capacité : Néant.

c) Capacité technique et professionnelle

Chaque opérateur économique, qu'il réponde seul ou dans le cadre d'un groupement, devra produire :

- ⇒ Une liste des principales fournitures ou des principaux services effectués au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé.
- ⇒ Une liste des effectifs moyens annuels et l'importance du personnel d'encadrement au cours des trois dernières années
- ⇒ Références des principaux sites hospitaliers
- ⇒ Année de Première mise en service du matériel demandé

d) Autres documents

- ⇒ Une copie de la police d'assurance de responsabilité civile et professionnelle de l'année en cours ;

2) Groupements des opérateurs économiques

L'opérateur économique peut se présenter sous forme de groupement sous réserve du respect des règles relatives à la concurrence. Dans ce cas, le formulaire DC1 devra préciser si le groupement est solidaire ou conjoint et être dûment complété (conformément à l'article R.2142-20 du Code de la Commande Publique). Les actes d'engagement et les annexes financières devront être soit co-signés par l'ensemble des entreprises groupées, soit signés par le mandataire seul dès lors qu'il justifie des

habilitations nécessaires pour représenter les membres du groupement. Dans les deux formes de groupement, le nom du mandataire doit être expressément désigné dans l'acte d'engagement. Chaque membre du groupement doit fournir les documents listés dans le Règlement de consultation. Les opérateurs économiques ne sont pas autorisés à présenter, pour le marché plusieurs offres en agissant à la fois en qualité d'opérateur économique individuel et de membre d'un ou plusieurs groupement(s).

Communications et échanges d'informations par voie électronique

En cas de groupement un outil de co-signature est disponible sur le site <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Si Candidature sous forme de DUME

En cas de groupement l'ensemble des éléments de candidatures demandés dans les avis précités doit être transmis pour chaque membre du groupement.

3) Sous-traitance

La sous-traitance est autorisée. Elle est régie par les articles R.2193-1 à R.2193-22 du Code de la commande publique.

Cependant selon les dispositions de l'article L.2193-2 du Code de la commande publique, le Titulaire demeure personnellement responsable, de l'exécution de toutes les obligations résultant du marché.

4) Prise en compte des capacités d'autres opérateurs économiques

Pour justifier de ses capacités, l'opérateur économique, même s'il s'agit d'un groupement, peut demander que soient prises en compte les capacités professionnelles, techniques et financières d'un ou de plusieurs autres opérateurs économiques, quelle que soit la nature juridique des liens existant entre ces opérateurs et lui.

Dans ce cas, conformément à l'arrêté du 29 mars 2016 fixant la liste des renseignements et des documents pouvant être demandés aux opérateurs économiques aux marchés passés par les pouvoirs adjudicateurs, l'opérateur économique produit les mêmes documents concernant ce ou ces opérateurs économiques que ceux qui sont exigés de lui par le pouvoir adjudicateur. Il justifie des capacités de ce ou ces opérateurs économiques en apportant la preuve qu'il en dispose, par un engagement écrit.

5) Offre technique et financière

✓ Documents obligatoires

- ⇒ L'acte d'engagement complété et signé électroniquement par une personne habilitée à engager la société
- ⇒ Les documents techniques
- ⇒ Le questionnaire technique dûment complété et signé électroniquement par une personne habilitée à engager la société
- ⇒ Les annexes financières dûment complétées signé électroniquement par une personne habilitée à engager la société

✓ **Documents complémentaires souhaités**

- ⇒ Un exemplaire du **cahier des clauses administratives particulières** (CCAP) et du **cahier des clauses techniques particulières** (CCTP), signés électroniquement à la dernière page par une personne habilitée à engager la société
- ⇒ Un **relevé d'identité bancaire** ou **postal** ou équivalent
- ⇒ Un exemplaire de **facture vierge**
- ⇒ Le marquage CE et normes en vigueur

L'opérateur économique pourra, en outre, joindre tous les documents qu'il jugera utile de communiquer au pouvoir adjudicateur dans le cadre de son offre.

SECTION V – MODALITES DE REMISE DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

1) Retrait

Les documents sont accessibles gratuitement et uniquement par voie électronique via la plateforme des achats de l'Etat PLACE.

2) Mode de transmission

Les candidats devront obligatoirement déposer leurs candidatures et leurs offres par voie électronique sur la plateforme des achats de l'Etat.

Les offres sous format papier envoyées par voie postale, courriel ou déposées ne seront pas ouvertes.

Les opérateurs économiques devront obligatoirement déposer leurs candidatures et leur offre par voie électronique sur la plateforme des achats de l'Etat PLACE

Lors de la transmission par voie électronique, l'offre sera constituée de deux dossiers intitulés :

- « Candidature » comprenant les éléments demandés à la section IV paragraphe 1
- « Offre technique et financière » comprenant les éléments demandés à la section IV paragraphe 5

Pour garantir au mieux le bon déroulement de cette procédure dématérialisée, le candidat doit tenir compte des indications suivantes :

L'offre doit être présentée selon des formats utilisés dans les documents du DCE ;

Les documents demandés sont transmis sous la forme de fichiers dans l'un des formats suivants : ZIP, RTF, DOC, XLS, PDF, DWG, DXF.

Les documents suivants : acte d'engagement, annexes financières et questionnaire technique doivent être présentés dans un format et une version informatique a minima compatible avec les fichiers téléchargés sur la plateforme <https://www.marches-publics.gouv.fr>

3) Transmission par voie dématérialisée et signature électronique

Les plis électroniques devront impérativement être déposés sur le site <https://www.marches-publics.gouv.fr> à la date et heure limite indiquée en page de garde.

Conformément à l'article R2151-5 du code de la commande publique, toute offre reçue hors délai sera éliminée.

Pour répondre sous forme dématérialisée, le candidat doit être inscrit sur le site <https://www.marches-publics.gouv.fr> et la personne habilitée à engager la société doit être titulaire d'un certificat électronique afin de signer les fichiers composant sa réponse.

Les documents constitutifs de l'offre (acte d'engagement, annexes financières et questionnaire technique) devront être signés à l'aide d'un certificat de signature électronique valide.

Chaque pièce pour laquelle une signature est exigée doit faire l'objet d'une signature électronique individuel et conforme au format XAdES, CAdES ou PAdES

La seule signature du pli n'emporte pas valeur d'engagement du candidat.

Le niveau de sécurité requis pour le certificat de signature électronique est le (**) du RGS. Les certificats (RGS) sont référencés dans une liste de confiance française (<http://www.lsti-certification.fr/>) ou dans une liste de confiance d'un autre Etat membre de l'UE)

Après attribution, les candidats sont informés que l'offre électronique retenue sera transformée en offre papier pour donner lieu à la signature manuscrite de l'accord- cadre par les parties.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats

Les candidats doivent prévoir un délai d'obtention pouvant aller jusqu'à plusieurs semaines selon les fournisseurs. La possession d'un certificat électronique n'est pas requise au stade du retrait du dossier de consultation (DCE) via la plate-forme [marches-publics.gouv.fr](https://www.marches-publics.gouv.fr).

A l'exception des documents nécessitant d'être co-signés, l'opération d'horodatage et de signature électronique des documents est effectuée sur la plate-forme de dématérialisation lors du dépôt des candidats. Dans le cas d'un groupement d'opérateurs économiques, il faudra en plus utiliser l'outil de co-signature comme indiqué à la section IV paragraphe 2.

Lors de son dépôt, le candidat doit signer individuellement les formulaires constitutifs de sa candidature et de son offre au moyen de son certificat de signature électronique.

En effet, la signature électronique d'un fichier zip (dossier électronique qui contient plusieurs autres documents électroniques) ne suffit pas. La seule signature d'un fichier zip contenant l'ensemble des documents ne peut être assimilée à la signature électronique de chacun de ces documents.

Les fichiers constitutifs de la candidature et de l'offre du candidat doivent être signés avec la fonctionnalité de signature individuelle de documents accessible sur la plate-forme <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Néanmoins, si l'opérateur économique utilise un autre outil pour signer électroniquement ses documents, celui-ci transmet, avec les documents signés, les éléments nécessaires pour procéder à la vérification de la validité de la signature et de l'intégrité du document, et ce, gratuitement.

Ce mode d'emploi contient, au moins, les informations suivantes :

- 1° La procédure permettant la vérification de la validité de la signature ;

- 2° L'adresse du site internet du référencement du prestataire par le pays d'établissement ou, à défaut, les données publiques relatives au certificat du signataire, qui comportent, au moins, la liste de révocation et le certificat du prestataire de services de certification électronique émetteur.

L'absence de mode opératoire entraînerait l'élimination de l'opérateur économique.

Après la préparation des fichiers, les candidats se connectent sur la plate-forme à l'adresse <https://www.marches-publics.gouv.fr>. Ils doivent les déposer dans les espaces qui leur sont réservés sur la page de réponse à cette consultation de la plate-forme, chaque consultation ayant une page spécifique de réponse. Une fois l'ensemble des éléments réunis sur la page de constitution de la réponse, les opérateurs économiques signent électroniquement l'ensemble des documents, lancent le chiffrement de l'offre complète, et enfin déposent les réponses.

Les échanges sont sécurisés grâce à l'utilisation du protocole https.

La durée du téléchargement est fonction du débit de l'accès Internet du candidat et de la taille des documents à transmettre.

Tout fichier constitutif de la candidature et de l'offre, doit être traité préalablement par le candidat par un anti-virus régulièrement mis à jour.

→ **Copie de sauvegarde**

Lorsque l'offre est envoyée par voie électronique, une copie de sauvegarde peut être envoyée dans les conditions fixées par l'article R.2132-11 du code de la commande publique.

La copie de sauvegarde doit être placée dans un pli scellé comportant :

- La mention « Copie de sauvegarde » ;
- Le numéro et l'intitulé de la consultation ;
- Le nom du candidat auxquels elle se rapporte.

Le candidat qui effectue à la fois une transmission électronique et, à titre de copie de sauvegarde, une transmission sur support physique électronique, doit faire parvenir cette copie dans les délais impartis pour la remise des candidatures ou des offres, à l'adresse suivante et **avant la date et l'heure limites indiquées en page de garde du présent règlement de la consultation** :

**Hôpital Henri MONDOR
DITIME
Bureau des Marchés
1 rue Gustave Eiffel
94010 CRETEIL CEDEX**

Horaires : 09h-12h et 13h00-16h

La copie de sauvegarde ne peut être ouverte que lorsque les HUHMs ont détecté un programme informatique malveillant dans les candidatures et les offres transmises par voie électronique ou que ces dernières ne sont pas parvenues aux HUHMs dans les délais de dépôt des candidatures et des offres malgré un envoi effectué dans ces délais.

SECTION VI – EXAMEN DE LA CANDIDATURE

Si le pouvoir Adjudicateur constate que des pièces dont la production étaient réclamées sont absentes ou incomplètes, il peut demander aux candidats concernés de compléter leur dossier de candidature.

Si un candidat ne complète pas dans le délai imparti sa candidature est éliminée.

En cas de groupement la recevabilité de la candidature est analysée pour chaque opérateur économique, que le groupement soit conjoint ou solidaire, l'appréciation des capacités professionnelles, techniques et financières est globale.

SECTION VII – EXAMEN DE L'OFFRE

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152-9 du code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres prévu à l'article R.2152-6 du Code de la Commande Publique.

Les offres irrégulières, inacceptables ou inappropriées sont éliminées.

Le représentant du pouvoir adjudicateur choisira l'offre économiquement la plus avantageuse en se fondant sur les critères de la pondération suivante :

➤ Critère technique (54% de la note globale)

Pour ce critère les offres seront jugées en fonction des sous-critères et de leurs pondérations suivantes (à définir) :

- ◆ Débit en nombre de séquence (9%)
- ◆ Longueur de séquence (9%)
- ◆ Lane indépendante pour haut capacité de multiplexage (9%)
- ◆ Délai de run (2 critères, exposés plus haut) (9%)
- ◆ Impact organisationnel-flexibilité (9%)
- ◆ Performances informatique et bio-informatique comprenant la compatibilité des données avec le système remplacé (9%)

➤ Critère prix (30% de la note globale)

- ◆ Prix de l'offre de base et des PSE (10%)
- ◆ Prix des réactifs et captifs sur la durée du marché (20%)

➤ Critère SAV (11% de la note globale)

- ◆ Délai de réponse téléphonique et courriel (en heures ou jours), précision de la langue (français et/ou anglais) (4%)
- ◆ Délai d'intervention à partir de la demande (en heures ou jours) (4%)
- ◆ Nombre de personnels pour le support en France et de langue française (3%)

➤ Critère développement durable (5% de la note globale)

L'opérateur économique s'engage à respecter toutes les obligations du titulaire le cas échéant.

Au vu des critères pondérés, le représentant du pouvoir adjudicateur classe les offres des candidats par ordre décroissant. Il retient l'offre économiquement la plus avantageuse, c'est-à-dire la mieux classées.

Dans le cas où des erreurs de multiplication, d'addition ou de reports seraient constatées dans la décomposition d'un prix figurant dans l'offre d'un candidat, il n'en est pas tenu compte dans le jugement de la consultation. Toutefois, si le candidat concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier cette décomposition pour la mettre en harmonie avec le prix. En cas de refus, son offre est éliminée comme non cohérente.

Conformément à l'article R.2152-13 du code de la commande publique, le représentant du pouvoir adjudicateur et le soumissionnaire retenu peuvent procéder à une mise au point des composantes du marché avant signature. Cette mise au point ne peut avoir pour effet de modifier des caractéristiques substantielles de l'offre.

Le représentant du pouvoir adjudicateur écarte les offres irrégulières, inacceptables, inappropriées ou anormalement basses :

- Une offre irrégulière est une offre qui ne respecte pas les exigences formulées dans les documents de la consultation, en particulier parce qu'elle est incomplète (Article. L. 2152-2 du code de la commande publique) ;
- Une offre inacceptable est une offre dont le prix excède les crédits budgétaires alloués au marché (Article. L. 2152-3 du code de la commande publique) ;
- Une offre inappropriée est une offre sans rapport avec le marché parce qu'elle n'est manifestement pas en mesure, sans modification substantielle, de répondre au besoin et aux exigences de l'acheteur qui sont formulés dans les documents de la consultation (Article. L. 2152-4 du code de la commande publique) ;
- Une offre anormalement basse est une offre dont le prix est manifestement sous-évalué et de nature à compromettre la bonne exécution du marché (Article. L. 2152-5 du code de la commande publique) ;

Conformément à l'article R. 2152-1 du code de la commande publique :

- Dans les procédures adaptées sans négociation les offres irrégulières, inappropriées ou inacceptables sont éliminées.
- Dans les procédures adaptées avec négociation, les offres inappropriées sont éliminées. Les offres irrégulières ou inacceptables peuvent devenir régulières ou acceptables au cours de la négociation à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses. Lorsque la négociation a pris fin, les offres qui demeurent irrégulières ou inacceptables sont éliminées.

Le représentant du pouvoir adjudicateur peut à tout moment, déclarer une procédure sans suite (Article. R. 2185-1 du code de la commande publique).

SECTION VIII – MODALITES DE DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Pour obtenir tous renseignements complémentaires, qui leur seraient nécessaires les candidats devront faire parvenir au plus tard avant la date limite de réception des plis, une demande écrite via la plateforme PLACE dans la limite de 10 jours avant la date de réception des offres.

Conformément à l'article R.2132-6 du code de la commande publique, le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter aux opérateurs économiques, 6 jours au plus tard avant la

date limite fixée pour la remise des offres, des renseignements complémentaires sur les documents de la consultation pour autant qu'ils en aient fait la demande en temps utile.
Cette réponse de demandes de renseignements complémentaires sera alors adressée, à tous les candidats ayant retiré le dossier, avant la date limite de remise des offres.

La réponse sera effectuée via la plateforme PLACE.

Si la date de remise des offres est reportée, la date limite de réponses aux questions et le cas échéant la date limite de remise des questions sera reportée d'autant

SECTION IX– INFORMATIONS DES CANDIDATS SUR LE RESULTAT DE LA CONSULTATION

Conformément à l'article L.2181-1 du code de la Commande Publique, le pouvoir adjudicateur avise par courrier dématérialisé dès qu'il a fait son choix, les candidats qui n'ont pas été retenus des motifs du rejet de leurs candidatures ou de leur offre.

SECTION X– AUTRES RENSEIGNEMENTS

1) Nomenclature

Classification CPV (Vocabulaire Commun des Marchés)	
Objet principal :	33157200

2) Remise d'un devis descriptif et estimatif détaillé

☐ non ☒ oui

3) Application de l'article R2113-7 du Code de la Commande Publique

☒ non ☐ oui

4) Présentation

☒ non ☐ oui

5) Démonstration

☒ non ☐ oui

6) Prêt pour essais

☒ non ☐ oui

7) Cautionnement et garanties exigés :

I) Il ne sera pas appliqué de retenue de garantie.

II) Le versement de toute avance supérieure à 30% de l'assiette retenue est conditionné par la constitution d'une garantie à première demande par le Titulaire, auprès d'un organisme de crédit agréé par L'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution mentionné à l'article L. 612-1 du code monétaire et financier.

Le montant de la garantie correspond au montant de l'avance qui a été fournie par l'AP-HP au Titulaire.

Sous réserve de l'accord de l'AP-HP, le Titulaire pourra substituer à cette garantie une caution personnelle et solidaire.

Pour les lots dont le titulaire est une PME, une avance d'un taux minimal de 30% pourra être accordée.

Son montant en prix de base est égal :

- pour les lots dont le délai d'exécution, ne dépasse pas un an, à cinq pour cent (5 %) du montant initial du marché en prix de base T.T.C. ;
- pour les lots dont le délai d'exécution dépasse un an, à 5 % du montant des travaux ou des fournitures à exécuter dans les douze premiers mois à compter de la date de notification de l'acte qui comporte le commencement des travaux.

Le remboursement de l'avance intervient dans les conditions fixées à l'article R. 2191-11 du code de la commande publique.

Conformément à l'article R2193-19 du Code de la commande publique, dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance est versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct

Le versement de cette avance, dont le montant est au plus égal à 5 % du montant des travaux sous-traités au cours des douze premiers mois suivant la date de commencement de leur exécution et son remboursement sont effectués à la diligence de l'entrepreneur ayant conclu le contrat de sous-traitance. Cet entrepreneur prend ce versement et ce remboursement en compte pour fixer le montant des sommes devant faire l'objet d'un paiement direct au sous-traitant.

8) Modalités essentielles de financement et de paiement et/ou références aux textes qui les réglementent

Les dépenses relatives au paiement des prestations du marché seront imputées sur le budget des Hôpitaux Universitaires Henri Mondor.

Les fournitures et prestations objets du marché sont traitées à prix global et forfaitaire. Les prix sont fermes.

Les conditions de versement d'une avance sont celles prévues aux articles L.2191-2 et L.2191-3 du Code des Marchés Publics. Le Titulaire peut refuser le versement de l'avance.

Le délai global de paiement ne peut excéder 50 jours conformément à l'article L.2192- 10 du Code de la Commande Publique et textes réglementaires Le titulaire est payé par virement administratif.

9) **Procédures de recours**

Tribunal Administratif de Paris, 7 rue de Jouy, F75181 Paris ;

E-mail : greffe.ta-paris@juradm.fr . Tél : 01 44 59 44 00.

URL : <http://paris.tribunal-administratif.fr/> Télécopie : 01 44 59 46 46.

Télécopie Référé Contractuel et Précontractuel : 01 44 59 46 46.

Instance chargée des procédures contentieuses :

Tribunal Administratif de Paris, 7 rue de Jouy, F75181 Paris ;

E-mail : greffe.ta-paris@juradm.fr . / Tél : 01 44 59 44 00.

URL : <http://paris.tribunal-administratif.fr/> / Télécopie : 01 44 59 46 46.

Télécopie Référé Contractuel et Précontractuel : 01 44 59 46 46.